

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Politique d'immigration européenne : des violations des droits humains dénoncées

- Archives -

Date de mise en ligne : mardi 22 septembre 2009

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Les ministres européens chargés de l'immigration se sont réunis aujourd'hui à Bruxelles. Le ministre français de l'Immigration, Eric Besson, a annoncé vouloir défendre la création d'une police européenne de l'immigration. Le projet est dénoncé par des ONG de défense des droits humains, qui insistent sur les manquements causés par les politiques engagées. Le HCR lui-même a émis de sérieuses réserves sur la politique menée, mettant également en garde la France dans le cadre de son évacuation de la « jungle » de Calais, qui devrait avoir lieu cette semaine.

source : www.afrik.com - 21 septembre 2009

La forteresse Europe continue de renforcer ses frontières. Le ministre français de l'Immigration **Eric Besson** a présenté ce lundi à ses homologues européens le projet de créer une police européenne des frontières. Cette force d'intervention serait rattachée à l'agence européenne **Frontex**, basée à Varsovie (Pologne) et chargée depuis 2005 de la sécurité des frontières de l'Union européenne. Elle existe d'ailleurs déjà pour partie puisque Frontex dispose de moyens d'intervention rapide aux frontières terrestres (**RABIT**) et de patrouilles côtières (**EPN**), composés de gardes-frontières des différents Etats membres de l'espace Schengen. Pour **Patrick Delouvin**, directeur du pôle action français d'**Amnesty International**, « le plan ne propose pas de grande nouveauté, mais il approfondit et consolide une fois de plus un processus que nous condamnons fermement dans ses motivations ».

Les enjeux de crainte sont nombreux pour les organisations de défense des droits humains. Amnesty International critique en particulier les renvois en Grèce de réfugiés suivant le règlement Dublin II, lequel consiste en la reconduite des personnes en situation irrégulières dans le premier Etat européen où elles sont arrivées. Selon le communiqué de l'ONG, la **Grèce** présente en effet des « déficiences » dans sa procédure d'asile.

C'est plus généralement la coopération avec les Etats périphériques de l'**UE** qui est contestée, pour les manquements aux droits humains constatés dans la majorité d'entre eux. Le Haut commissariat aux réfugiés (**HCR**) et la Commission européenne ont d'ailleurs critiqué lundi le renvoi de migrants vers la **Lybie**, pays qui n'a pas signé la Convention de Genève de protection des droits humains et n'offre pas les « conditions requises » pour les accueillir. **Human Rights Watch** y dénonce de plus l'existence de « mauvais traitements et brutalités dans des camps surpeuplés et où les conditions sanitaires sont indignes ». Ce qui n'empêche Eric Besson de « demander à la Lybie de participer aux opérations de Frontex en Méditerranée », dénonce Patrick Delouvin. Besson a déclaré ce lundi lors d'une conférence de presse à Bruxelles qu'il fallait travailler à renforcer le rôle du HCR en Lybie et en Turquie, autre pays critiqué. Un argument qui semble peu convaincre.

La jungle défrichée

Cette réunion des ministres européens a eu lieu alors que la France a connu ces derniers jours une polémique sur des propos jugés racistes du ministre de l'Intérieur et ancien ministre de l'Immigration Brice Hortefeux. Elle coïncide également avec l'annonce le 17 septembre de la fermeture, d'ici la fin de la semaine, de la « jungle » de Calais, dans le nord de la France, d'où des migrants tentent régulièrement de rejoindre la Grande-Bretagne.

Selon Patrick Delouvin, « les opérations répétées contre les logements de fortune occupés par les candidats à l'exil sèment la frayeur depuis avril ». Le nombre de réfugiés autour de Calais serait passé de 700 à 300, et la destruction des restes des campements de fortune ne saurait régler le problème selon les associations bénévoles qui leur viennent en aide. Cité par Nouvelobs.com, l'abbé Jean-Pierre Bouteille, membre du collectif C-sur, renvoie même la faute sur le président Nicolas Sarkozy, qui avait fait fermer le centre d'accueil de Sangatte « sans rien prévoir à la place, sans aucune autre solution ». Le Haut commissaire aux réfugiés des Nations unies **Antonio Guterres** a par

ailleurs « *insisté* », lors d'une rencontre ce jeudi avec Eric Besson, « *sur les besoins de protection* » des réfugiés lors de l'évacuation forcée de la friche, « *en particulier les nombreux mineurs non accompagnés* », rapporte l'ONU. La version de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) est quelque peu différente : la fin du camp de la Croix rouge aurait selon le parti de Nicolas Sarkozy « *marqué le début de la lutte contre l'exploitation de la misère humaine et ses conséquences* ».

Denis Carlier

lire aussi sur www.afrik.com (22 septembre 2009) : [**France : sous les bulldozers, la « jungle » - Le camp de clandestins illégalement installé dans une friche industrielle de Calais a été détruit**](#) , par Denis Carlier

sur www.monde-diplomatique.fr (25 septembre 2009) : [**Les « doigts brûlés » de Calais**](#) , par Jean-Marc Manach

sur www.humanite.fr (6 octobre 2009) : [**Jérôme Valluy « On construit politiquement l'étranger comme un problème de société »**](#) , Entretien réalisé par Marie Barbier

et sur www.liberation.fr (30 octobre 2009) : [**Des vols charters de sans-papiers sous bannière européenne**](#)
